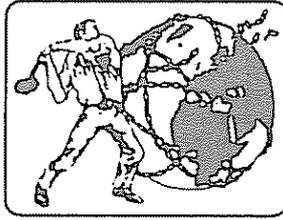


# GEGEN DIE STRÖMUNG



Organe pour l'édification du Parti Communiste Révolutionnaire d'Allemagne

Fevrier 1998/En français Mai 1998

*Apprendre de la lutte exemplaire des personnes privées  
d'emploi en France!*

## Déclencher la lutte contre le chômage de masses et ses causes capitalistes!

Pour des millions de personnes en Allemagne comme en France, en Espagne, en Italie, en Turquie, en Pologne etc. règne aujourd'hui un chômage qui continue d'augmenter et qui entraîne une misère toujours plus grande des masses. Différentes démagogues réactionnaires sont répandues pour enjoliver et justifier cela, et avant tout pour empêcher toute contestation combative à cet égard. Ainsi, le chômage en masses est présenté comme n'étant rien qu'une sorte de "panne" passagère du capitalisme, qu'il pourrait réparer. Ou alors, il est fait comme si l'introduction de nouvelles techniques et machines était "en soi" la cause du chômage. D'année en année et d'un mois à l'autre, des masses comprenant des millions de personnes sont consolées ainsi: Seulement, en ce moment, "aucun revirement" ne serait "encore" visible. En liaison avec cela est propagé le point de vue chauvin-raciste que la racine du "manque de travail" se trouverait dans la "surpopulation" avant tout des pays dépendants, ce qui culmine dans le slogan nazi "Dehors les étrangers!". En même temps, la situation des personnes privées d'emploi est aggravée au coup par coup par des détériorations draconiennes. Ce faisant, les profiteurs capitalistes jouent sur l'isolement des personnes privées d'emploi, qui seraient prétendument livrées, impuissantes devant une telle situation et qui n'auraient prétendument aucune chance non plus d'obtenir la solidarité des ouvrières et des ouvriers ayant un emploi ainsi que d'autres travailleurs et travailleuses. Mais, en France, des dizaines de milliers de personnes privées d'emploi ont dit "Assez" et ont entamé la lutte contre cela. Elles prouvent qu'il est possible de lutter, de faire

### La lutte des personnes privées d'emploi en France

En France, il y a en ce moment officiellement environ 3,2 millions d'êtres humains déclarés comme "sans-travail", cela fait 12,4% de la partie de la population capable de gagner sa vie.<sup>1</sup> En réalité, il y a près de 7 millions de personnes privées d'emploi en France: 3,2 millions de personnes privées d'emploi, un million de personnes recevant une aide sociale, un million de personnes pré-retraitées, 2,8 millions de contrats de travail précaires et un demi-million de jeunes qui ne trouvent pas d'emploi.<sup>2</sup>

La personne qui est jetée sur le pavé par les capitalistes sombre très rapidement dans une profonde misère. Les personnes privées d'emploi touchent tout d'abord 70% de leur dernier salaire comme allocation-chômage. Tous les quatre mois, l'allocation chômage baisse de 17%, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien. Il ne reste alors plus que la soi-disant "Aide de solidarité" ou l'aide sociale RMI, cela fait entre 650 et 700 DM par mois. En ce moment, ceux et celles en dessous de 25 ans ne reçoivent même pas d'aide sociale.<sup>3</sup>

Plus d'un tiers des personnes qui sont privées d'un emploi l'est déjà depuis plus d'un an.<sup>4</sup> Au moins 500 000 personnes privées d'emploi sont dépendantes de "l'aide-solidarité" de 2.300 francs (650 DM) par mois, un million le sont du "Revenu Minimum d'Insertion" (aide sociale) encore plus bas.<sup>5</sup>

D'après une étude, en France aujourd'hui, ce sont en tout 6 millions d'êtres humains qui doivent vivre des aides-chômage et sociales, des retraites minimum et des aides-handicapés. S'ajoutent à cela encore 2,8 millions "d'ouvrières et d'ouvriers dans la misère" qui, bien qu'ayant un emploi, la plupart du temps à temps partiel, gagnent moins de 5000 francs (1.490 DM) par mois. en gros, 11% de la population vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté d'environ 3.300 francs (à peu près 970 DM).<sup>6</sup>

En plus de cela, il y a des milliers d'êtres humains "sans papiers", c'est-à-dire dont l'existence en France est déclarée "illégal" du fait que les papiers pour leur présence légale leur sont refusés. Ceux-ci doivent souvent vivre depuis des années de la solidarité de leurs collègues femmes et hommes ou bien travailler "au noir". Constamment menacés d'expulsion, leur situation

## Aperçus des protestations des personnes privées d'emploi en France

Nous ne pouvons ici que faire ressortir très peu de la foison d'actions multiples.

La première étape des luttes fut leur élargissement à toute la France dans le courant de décembre 1997.

□ Le 4 décembre, une première manifestation pour la revendication d'une "prime" de fin d'année de 3.000 francs (en gros, 900 DM) eut lieu à Marseille.

□ Finalement, la première occupation d'une ANPE fut effectuée le 11 décembre à Marseille aussi.

□ Rapidement, une bonne douzaine d'autres occupations suivirent dans toute la France. La solidarité commença à s'organiser rapidement aussi. Ainsi, en une heure, les occupants réunirent en une heure à un péage d'autoroute à Marseille 5.600 francs de dons de solidarité.

□ À Paris, le 17 décembre, des comités de personnes privées d'emploi et de Sans-logis occupèrent symboliquement le musée du Louvre.

Au cours de la deuxième étape début janvier 1998, le mouvement des personnes privées d'emploi devient tellement fort qu'il ne peut plus être simplement ignoré ou présenté dédaigneusement comme "minoritaire" par le gouvernement.

□ Les appels de la ministre "socialiste" du travail Aubry et de Notat, la cheftaine du syndicat PS CFDT, exhortant les personnes privées d'emploi à cesser leurs actions "minoritaires", "illégal" et "injustifiées" furent commentées par celles-ci à Arras, dans le nord de la France, de telle sorte qu'elles brûlèrent une poupée de Notat en tissus. (Taz, 7.1.1998)

□ À Bordeaux, le 7.1.1998 au soir, des personnes privées d'emploi avaient pris en otage pendant plusieurs heures le président de la chambre de commerce local. Les discussions menées avec lui passèrent ensuite tout autant sur les ondes d'émetteurs radio français qu'une discussion téléphonique avec le chef de la "Confédération patronale" CNPF, Ernest-Antoine de Seillière, les personnes privées d'emploi appelant s'étaient fait passer auprès de sa secrétaire pour des ministres. (Taz, 9.1.1998)

□ Le 7.1.1998 a lieu le premier jour d'actions au niveau du pays, avec des manifestations, des occupations et d'autres actions. Le 8.1., Jospin discute pour la première fois avec des personnes représentantes du mouvement des personnes privées d'emploi, auxquelles il promet des moyens supplémentaires.

La troisième étape débute par la manoeuvre double du gouvernement consistant à utiliser d'un côté la violence policière contre les personnes privées d'emploi, et à faire de l'autre des concessions ridiculement petites, ce qui ne parvient ni l'un ni l'autre à stopper le mouvement des personnes privées d'emploi.

□ Le 10.1.98, le gouvernement fait évacuer par la police les bâtiments occupés dans toute

la France. Dans certaines villes, les manifestantes et les manifestants se sont en partie solidement enchaîné(e)s dans les bureaux. Jospin justifie les expulsions par un besoin "d'autorité".

□ Le soir des expulsions, des manifestantes et des manifestants ont interrompu une retransmission en direct sur France 2 et appelé aussi les ouvrières et les ouvriers ayant un emploi à participer aux protestations durant depuis trois semaines. (Taz, 12.1.1998)

□ Les militantes et les militants du mouvement des personnes privées d'emploi ne se laissent pas intimider, tapent souvent encore une fois. Malgré le comportement plus dur de la police, les actions continuent, en particulier les occupations de différentes administrations.

□ Pendant le 2<sup>e</sup> jour de protestation nationale, le 13.1.1998, plus de 10.000 personnes manifestent à Paris, 40.000 dans toute la France. À la fin de la manifestation, les personnes privées d'emploi parviennent à occuper des Bourses du commerce et de l'industrie. Pendant l'évacuation de la Bourse du commerce occupée, il y eut des affrontements violents avec la police, qui utilisa des gaz lacrymogènes. Les manifestantes et les manifestants se défendirent en mettant le feu à des bennes poubelles et en jetant du mobilier par la fenêtre.

□ 15.1.1998, occupation d'une Grande Ecole d'élite parisienne.

□ Pendant la nuit du 16 au 17.1.1998, environ 30 personnes privées d'emploi occupèrent à Paris une filiale de l'entreprise publique d'électricité (EDF). Elles réclamèrent que la société cesse immédiatement de couper l'électricité et le gaz des personnes privées d'emploi quand celles-ci ne peuvent pas payer leur factures. Le monopoliste de l'électricité avait coupé en plein hiver le courant et le gaz de personnes ne pouvant pas payer. La tentative de la direction d'expulser les occupantes et les occupants fut brisée par la solidarité des personnes clientes de la société d'électricité qui étaient présentes. Il y eut des actions d'occupation similaires contre EDF dans d'autres villes françaises aussi.

□ Dans le cadre de la journée d'action du 17.1.1998, environ 20.000 êtres humains participèrent à une manifestation à Paris. De nombreuses initiatives sociales, associations de personnes sans logis et des petits groupes de lycéennes et de lycéens ont rejoint le mouvement de protestation. Les syndicats réformistes CFDT et FO ont déclaré qu'ils ne participeraient pas à la manifestation.

□ Le 17.1.1998, plusieurs milliers de manifestantes et de manifestants protestèrent contre le "Front National" fasciste. Les manifestantes et les manifestants firent en même temps part de leur solidarité avec les protestations continues des personnes privées d'emploi. (Jw, 19.1.1998)

□ Avant un discours télévisé de Jospin annoncé à l'avance pour le 21.1.1998, les personnes

privées d'emploi ont renforcé leurs protestations. Le matin du 21.1., un groupe manifesta devant l'appartement de Jospin. Environ 200 manifestantes et manifestants occupèrent le bâtiment du Conseil économique et social aux cris de "On a faim" et "Le chômage on en a marre". Des personnes représentant les "Sans-papiers" furent invitées par les gens qui occupaient à parler de leur lutte.

□ Le 21.1.1998 aussi, des personnes privées d'emploi empêchèrent pendant une demi-heure à Brest le départ du train à grande vitesse TGV vers Paris. Il y eut aussi des blocages de trains similaires dans d'autres endroits.

□ Le 22.1.1998, dans l'après-midi, environ 100 personnes privées d'emploi ont occupé le siège du "Parti Socialiste" à Paris durant quatre heures et demi. Le 23.1.1998, des personnes privées d'emploi occupèrent pendant deux heures le bureau régional du PS à Montpellier et beaucoup d'autres institutions officielles le furent dans d'autres villes. C'est ainsi que les personnes privées d'emploi réagirent au discours télévisé du premier ministre "socialiste" Jospin, au cours duquel il avait annoncé des concessions ridicules.

□ Le 27.1.1998, des dizaines de milliers d'êtres humains manifestèrent dans de nombreuses villes pour la semaine des 35 heures et pour des mesures contre le chômage.

est particulièrement précaire, leur misère particulièrement grande.

### Ce qui a déclenché les protestations

En juillet 1997, le gouvernement français décida une "réforme" de l'aide aux personnes privées d'emploi (UNEDIC). Pour œuvrer de manière "plus efficace", des organisations extérieures gèrent l'argent à partir de maintenant sous la forme de fonds. Cela a pour beaucoup de personnes privées d'emploi la conséquence qu'elles ne peuvent plus réclamer d'aides spéciales car à partir de maintenant, il n'y a plus de personne directement responsable à qui adresser des demandes dans les caisses d'allocations pour les personnes privées d'emploi. Ainsi, les années précédentes, des caisses locales avaient souvent versé des sommes supplémentaires en fin d'année. Avec cela, des personnes privées d'emploi purent boucher les trous les plus graves de leurs budgets familiaux. La "réforme" rend ceci presque impossible. Les organisations propres aux personnes privées d'emploi ont protesté contre cette limitation de fait, qui est entrée en vigueur à partir du premier octobre 1997. En relation avec cela, une série de revendications élémentaires ont été faites:

- retrait de la "réforme" du 2 juillet 1997;
- relèvement de 1.500 francs (presque 450 Mark) des minima de l'allocation-chômage et de l'aide sociale d'en ce moment 2.430 francs (presque 730 DM) tout de suite et pour tout le monde;
- une prime de fin d'année de 3.000 francs (presque 900 DM) pour les personnes privées d'emploi, correspondant au 13<sup>e</sup> mois de salaire.
- mise en place tout de suite de la semaine des 35

heures.

### Les caractéristiques combattantes du mouvement des personnes privées d'emploi en France

Le mouvement actuel des personnes privées d'emploi en France commença ses actions début décembre 1997 à Marseille. C'est là-bas que la première occupation d'une caisse d'allocation-chômage a été réalisée, le 11 décembre. Un autre point de départ du mouvement combatif furent les régions particulièrement touchées par le chômage à la frontière belge. Courant décembre, le mouvement s'est élargi rapidement à la France entière. Début janvier, dans l'ensemble du pays, il y avait jusqu'à 30 ANPE occupées en même temps. Chaque jour, d'autres actions de protestations combattives sont aussi réalisées, par exemple, des gares et des voies de chemin de fer sont aussi bloquées, différents édifices publics sont occupés, il y a des manifestations. À notre avis, il faut faire particulièrement ressortir les caractéristiques suivantes du mouvement des personnes privées d'emploi en France:

• **Le militantisme des actions de protestation.** Le mouvement des personnes privées d'emploi en France a effectué une véritable pression sur le gouvernement des impérialistes français avant tout parce qu'elles ont fait leurs actions largement sans se soucier si celles-ci sont "autorisées" ou non selon le droit bourgeois. Ainsi, le 11 janvier 1998, environ 20 personnes privées d'emploi prirent d'assaut la mairie à Arles après s'être fait expulsées de l'ANPE par la police et "arrêtèrent" deux maires adjoints.<sup>7</sup> L'une des actions les plus importantes fut sans doute l'occupation de la bourse de Paris le 13.1.1998 par 500 personnes privées d'emploi, qui se sont choisies précisément et consciemment ce "symbole du

capitalisme". Ce faisant, les personnes occupantes s'étant barricadées dans la bourse se sont défendues de façon militante contre la police qui les a attaquées avec des gaz lacrymogènes. Tout de suite après l'entrée dans la bourse, les portes furent barricadées à l'aide d'échafaudages de restauration, de tables et de chaises. Du mobilier fut jeté du deuxième étage sur la police qui encerclait le bâtiment. En même temps, une réunion sur ce qu'il fallait faire ensuite se tenait à l'intérieur du bâtiment.

• Une caractéristique importante du mouvement combatif des personnes privées d'emploi en France est qu'il se tient *en relation réciproque étroite, solidaire avec d'autres mouvements progressistes*, avec le mouvement des "Sans-Papiers" et celui des Sans-abris, et qu'il se donne en particulier aussi pour but d'agir aussi en union étroite avec les ouvrières et les ouvriers ayant un emploi et qu'il agit aussi en conséquence.

• Ainsi, "AC!" ("Agir ensemble contre le chômage!") avait déjà organisé il y a longtemps une manifestation devant le portail des ateliers Renault, et il y eut une *discussion avec le personnel* pendant la pause de midi.

• *Agissements communs étroitement liés avec le mouvement "Sans-papiers"*. Ainsi, à la fin de l'occupation de la bourse du commerce le 13.1.1998 à Paris, toutes les personnes ayant participé à l'action se dirigèrent en une manifestation, sans avoir demandé d'autorisation à la préfecture, de la Bourse au Sénat, où avait justement lieu un rassemblement du mouvement "Sans-papiers" contre une loi raciste. Pendant la manifestation, des slogans étaient criés aussi bien contre le chômage que pour le droit aux personnes réfugiées de rester là, comme par exemple: "Sans-emplois, Sans-logis, Sans-papiers - Même combat". Lorsqu'à Arras, dans le nord de la France, des personnes privées d'emploi ont occupé un péage d'autoroute, elles ont permis le passage gratuit des voitures, et elles

Un tract du mouvement des personnes privées d'emploi en France:

## Nous ne sommes rien, soyons tout!

Personne ne peut ignorer aujourd'hui ce qu'est la misère de la vie quotidienne, dans toute son étendue. Et c'est parce que cette misère est généralisée que sa contestation elle-même se généralise, et doit à l'avenir se généraliser encore. La question du chômage dans sa formulation présente ne pouvait que poser celle du travail et, conséquemment, celle de l'emploi de la vie même. C'est par là que la lutte des chômeurs en vient à concerner chacun.

Si nous occupons aujourd'hui l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, c'est d'abord pour une raison pratique immédiate: il s'agit d'ouvrir à tous un forum où tout ce qui est discutabile peut être discuté. Et, de fait, ce lieu seul nous permettait d'envisager de tenir plusieurs jours à l'abri des forces de l'ordre. L'isolement des individus est la principale faiblesse des luttes passées et l'arme de choix du pouvoir présent. Et c'est cela-même qu'il nous faut briser.

Le choix de fermer les ASSEDIcs incombe entièrement au gouvernement et à la direction de l'UNEDIC (Nicole Notat). Cette mesure n'a évidemment d'autre but que de dresser les chômeurs les moins informés contre ceux qui luttent déjà.

On sait quel profit le capitalisme tire de l'ampleur du chômage comme menace permanente pesant sur chaque travailleur. Le chômage se présente ainsi comme un instrument efficace dans la gestion de la société, et de sa misère. Mais le chômage est aussi une conséquence nécessaire du capitalisme, contre laquelle il ne peut rien. Le problème du chômage pose le problème de la survie du capitalisme. Et ce qui importe à présent, c'est que s'auto-organise la lutte contre l'exploitation et l'aliénation. Il s'agit de rien moins que de se rapprocher nos vies.

Rejoignez-nous, rejoignez-vous

- à l'ENS Ulm occupée, forum dont le maintien dépend de votre soutien (Assemblée Générale quotidienne à 18h).

- à la manifestation de samedi 14h à République.

ont fait parvenir aux personnes "Sans-papiers" en grève de la faim à Lille la moitié des plusieurs milliers de francs des dons reçus.

• **L'organisation paysanne** "Confédération Paysanne" se déclara "solidaire avec la lutte qui est menée depuis plusieurs semaines en France par les chômeurs et leurs associations. La Confédération Paysanne est présente dans différents départements aux actions des chômeurs." (D'après une déclaration de la Confédération Paysanne du 15.1.1998)

• Le lien avec le mouvement progressiste de la jeunesse est très important aussi. Le chômage est de plus de 25% dans la jeunesse en France. Il y avait eut en 1993 des protestations victorieuses de jeunes contre le rabais du Contrat d'Insertion Professionnelle. Il y avait eut des manifestations, des combats de rue et des actions. Malgré la répression, la résistance avait été un succès. Les plans du gouvernement disparurent (tout d'abord) dans les tiroirs.

Les protestations des personnes privées d'emploi se sont directement recoupées avec des protestations militantes de jeunes fin 1997 - début 1998.

Celles-ci avaient été déclenchées par la mort de deux jeunes de banlieues quelques jours avant Noël. Un jeune de 16 ans fut tué par un policier qui lui tira dessus alors qu'il traversait en voiture un contrôle routier à Dammary-les-Lys, une banlieue de la région parisienne. Quelques heures après seulement, le jeune père de famille Fabrice Fernandez était tué par balle dans un commissariat de police à Lyon. Le gouvernement réagit aux protestations justes des jeunes par une répression dure, des peines sévères, ainsi que par l'annonce de durcissements de la loi.

• De façon générale, le gouvernement et les gens qui lui servent de courroies de transmission dans les centrales de la CGT et de la CFDT ne sont pas parvenus à isoler le mouvement des personnes privées d'emploi dans la population. Au contraire, une majorité écrasante sympathise avec les buts et les actions des personnes privées d'emploi. Cela a été confirmé aussi par un sondage du journal "Le Parisien" du 31 décembre, selon lequel 63% des personnes questionnées déclarent leur solidarité avec ou leur sympathie envers le mouvement des personnes privées d'emploi.<sup>8</sup> De plus, dans ce cas, l'évacuation par la police des ANPE ainsi que d'autres institutions occupées avait aussi pour but d'empêcher autant que possible un renforcement de la solidarité de travailleurs et de travailleuses des institutions concernées ainsi que de personnes "usagères" de celles-ci avec les personnes qui les occupaient. Quand par exemple le 19.1.1998 la direction d'une filiale parisienne de l'entreprise publique Electricité De France tenta d'expulser par la force les personnes qui occupaient cette filiale, les personnes clientes présentes dans les locaux et les personnes militantes l'empêchèrent ensemble.<sup>9</sup>

• **La liaison de l'action à la discussion.** Dans la déclaration du 15.1.1998 des personnes privées d'emploi occupant une Grande École d'élite de Paris, il est dit:

*"Si nous occupons aujourd'hui l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, c'est d'abord pour une raison pratique immédiate: il s'agit d'ouvrir à tous un forum où tout ce qui est discutabile peut être discuté. Et, de fait, ce lieu seul nous permettait d'envisager de tenir plusieurs jours à l'abri des forces de l'ordre. L'isolement des individus est la principale faiblesse des luttes passées et l'arme de choix du pouvoir présent. Et c'est cela-même qu'il nous faut briser."*

(D'après le tract "Nous ne sommes rien soyons tout" des occupants et des occupants de l'École Normale Supérieure à Paris, traduit par nous)

## La politique du gouvernement des impérialistes français: La carotte et le bâton

Le soi-disant "gouvernement de gauche" réagit à l'égard du mouvement des personnes privées d'emploi par la tactique double-face bourgeoise: D'un côté, il fit des promesses démagogiques et de petites concessions pour étrangler le mouvement, de l'autre, il utilisa la violence policière contre les personnes privées d'emploi en lutte. Pendant la nuit du 10 au 11 janvier 1998, le gouvernement fit évacuer par la police les ANPE occupées. Toutefois, il ne parvint jusqu'ici ni par

## Organisations des personnes privées d'emploi

Le mouvement des personnes privées d'emploi est porté pour l'essentiel par quatre organisations, cela dit, nous ne savons rien de plus précis sur le rôle de chaque organisation:

■ ACI ("Agir ensemble contre le Chômage!") est un mouvement de la base apparu en 1992/93, qui a aussi organisé depuis 1994 plusieurs grandes marches, sur les plans du pays et international, de personnes privées d'emploi, entre autres pour aller au Sommet d'Amsterdam de l'Union Européenne en 1997.

■ MNCP ("Mouvement National des Chômeurs et Précaires"). En 1981/82 fut fondé le premier "Syndicat des Chômeurs" en France, qui effectua une série d'actions spectaculaires dans les années 80, entre autre l'occupation du siège de la Confédération patronale, le CNPF. Ce mouvement proposa avant les élections de 1984 un "pacte pour l'emploi" à tous les partis politiques. Le MNCP se détacha de ce mouvement autour de 1987.

■ Les "Comités des travailleurs privés d'emploi" de la CGT furent créés dans les années 70 déjà et sont dirigés par le PCF révisionniste.

■ APEIS ("Association pour l'emploi, l'information et la solidarité") fut fondé en 1967 par le PCF révisionniste, elle ne fait presque pas d'actions.

l'un, ni par l'autre moyen à son but. La réaction des personnes privées d'emploi par rapport aux évacuations fut: "Ils peuvent nous expulser, mais ils ne peuvent pas nous faire disparaître".<sup>10</sup> Immédiatement après cela, les personnes privées d'emploi effectuèrent de nouvelles occupations.

Les personnes privées d'emploi en lutte ont largement compris aussi que la soi-disant "politique de la main tendue" du gouvernement à leur égard n'était qu'un leurre et la plupart du temps, elle a été rejetée de manière déterminée. Des organisations de personnes privées d'emploi ont démasqué ces manœuvres en prouvant que les améliorations annoncées n'apporteraient en tout aux personnes concernées que l'équivalent de presque 30 Mark seulement par mois chacune!<sup>11</sup>

Les personnes privées d'emploi ont reconnu que le gouvernement restait complètement intraitable par rapport à leurs revendications principales d'une hausse générale des allocations-chômage et de l'aide sociale ainsi que de paiement supplémentaires de fin d'année.

La fonction de ce gouvernement, en tant que gestionnaire des impérialistes français, consiste à assurer et à imposer leurs intérêts réactionnaires et impérialistes à l'intérieur et à l'extérieur. La veste "de gauche" sert cette fonction. Avec l'image du "gouvernement de gauche", ce qui est censé être atteint, c'est ce à quoi ne parviendrait probablement pas un gouvernement ouvertement réactionnaire dans cette situation: avec une démagogie sociale adroite, étrangler les mouvements progressistes des ouvrières et des ouvriers ainsi que des autres travailleuses et travailleurs, de tous les gens opprimés et exploités par le capital.

Le mouvement autonome des personnes privées d'emploi, surtout aussi par ses actions d'occupations, est une épine dans l'œil de toutes les forces réactionnaires:

La ministre "socialiste" du travail, Martine Aubry, exigea que se terminent les "occupations illégales d'administrations". Les actions ne seraient "en rien justifiées."<sup>12</sup>

La ministre Vert de l'environnement Voynet prit nettement ses distances des actions d'occupations. "Le dialogue est établi, et rien ne peut plus justifier l'entrave au fonctionnement normal des administrations des ANPE" dit-elle à la radio.<sup>13</sup>

Le ministre des transports du "PCF", Jean-Claude Gayssot approuva clairement la décision de Jospin de faire évacuer les ANPE le 10.1.98. Il déclara: "Je suis solidaire" - et n'entendait pas par là avec les personnes privées d'emploi, mais du cabinet<sup>14</sup> - de même, la centrale de la CGT, soi-disant de gauche, se distança de l'occupation de la Bourse du Commerce à Paris.

Le "Front National" fasciste, "oppositionnel au gouvernement", s'est nettement exprimé contre le mouvement des personnes privées d'emploi. Le mouvement des personnes privées d'emploi est tout autant insulté par les fascistes du FN que le mouvement "Sans-Papiers" et le mouvement des sans logis: "Après la samba des Sans-papiers (ex-clandestins) et la rumba des Sans-logis (ex-clochards), voici la salsa des Sans-travail (ex-chômeurs)".<sup>15</sup> Malgré cette calomnie ouverte, les insinuations démagogiques des fascistes du FN et leurs tentatives pour prendre pieds dans le mouvement ne doivent pas être sous-estimées.

La plus grande crainte de toutes ces forces réactionnaires, c'est que le mouvement combatif des personnes privées d'emploi, auquel participent aujourd'hui des milliers de gens, continue de s'élargir et se lie de plus en plus avec le mouvement combatif des ouvrières et des ouvriers ainsi que des autres travailleuses et travailleurs dans les entreprises et aussi avec le mouvement progressiste de la jeunesse.

☆ ☆ ☆

Un militant d'AC! dit à propos de la signification du mouvement: "Ce qui est important dans un mouvement comme le notre, c'est qu'on relève la tête et qu'on prouve à d'autres qu'il est possible de lutter."<sup>16</sup>

Dans cette lutte - comme dans le cas d'autres luttes aussi - c'est un grand problème que les diverses forces révisionnistes, réformistes apportent leur réformisme dans la lutte. Ainsi, l'illusion est répandue que, par le biais de la réduction du temps de travail, il serait prétendument possible de liquider le chômage dans le cadre du capitalisme. En même temps, diverses forces fidèles au capital apportent aussi le poison du chauvinisme national au sein des masses en argumentant avec "L'honneur de la nation" etc... Ainsi, la nécessité d'un véritable parti communiste révolutionnaire est particulièrement visible en France aussi, un parti capable d'apporter et de créer une conscience de classe prolétarienne dans la classe ouvrière, d'unifier toutes les luttes justes, de combattre efficacement le réformisme et le chauvinisme et, en tant que centrale de la lutte, de préparer la révolution prolétarienne.

Mais, d'un autre côté, c'est justement aussi un mouvement combatif comme celui des personnes privées d'emploi en France qui offre une grande

possibilité d'avancer dans le débat sur les questions de fond de principe au sein des militants et des militantes et des larges masses. Ainsi, dans la déclaration déjà citée du 15.1.1998 des occupantes et des occupants d'une Grande Ecole d'élite parisienne, apparaît clairement aussi ce dont il faut discuter: "On sait quel profit le capitalisme tire du chômage comme menace permanente pesant sur chaque travailleur. Le chômage se présente ainsi comme un instrument efficace dans la gestion de la société, et de sa misère. Mais le chômage est aussi une conséquence nécessaire du capitalisme, contre laquelle il ne peut rien. Le problème du chômage pose le problème de la survie du capitalisme. Et ce qui importe à présent, c'est que s'auto-organise la lutte contre l'exploitation et l'aliénation." (Extrait du tract "Nous ne sommes rien soyons tout" des personnes occupant l'Ecole Normale Supérieure à Paris)

## Questions de principe de la lutte contre le chômage

### Causes du chômage

Le chômage est appelé officiellement "manque de travail" par l'Etat allemand et ses représentants. Là, leur but est de camoufler qu'il y a assez de travail pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, que ce n'est pas le travail qui manque, mais les possibilités de gagner sa vie.

Il faut faire ressortir de façon centrale: *C'est le système capitaliste tout entier qui est la cause* du chômage de masses. Marx démontra dans son oeuvre "Le capital":

**"Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce (la capitaliste, n.d.l.r.) mode de production."**

(Karl Marx, "Le capital", 1867, livre I, tome III., p.59)

La loi économique de base dans l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, consiste à ce que le capital financier s'assure du profit maximum par l'exploitation, la ruine et la paupérisation des travailleurs et des travailleuses de "son propre" pays, par la réduction à l'esclavage et le pillage des peuples d'autres pays, en particulier des pays dépendants de l'impérialisme, ainsi qu'à la militarisation et aux guerres impérialistes, qui servent à assurer un maximum de profits.

Sous cette loi de la recherche du profit, il y a un trait caractéristique de ce système: Un capitaliste bat à mort beaucoup d'autres capitalistes, cela veut dire que dans une lutte à mort pour l'augmentation maximale du profit, les capitalistes espèrent mettre les concurrents hors-circuit, avaler leurs entreprises rentables et devenir eux-mêmes toujours plus grands, plus gras et plus puissants.

Sur la base de la concurrence impérialiste, le capitaliste est obligé d'introduire sur une échelle toujours plus grande de nouvelles techniques, de nouveaux moyens de production, pour augmenter l'exploitation des ouvrières et des ouvriers et ainsi son profit maximum.

Sur cette base se crée nécessairement une armée industrielle de réserve, l'armée des personnes

privées d'emploi.

Les défenseurs et les propagandistes de l'ordre capitaliste existant répandent la conception erronée que l'introduction de techniques et de machines nouvelles serait la cause du chômage. Toute l'absurdité de la façon de produire capitaliste a été dévoilée par Marx justement aussi par rapport aux possibilités de la technique nouvelle:

**"La machine est innocente des misères qu'elle entraîne; ce n'est pas sa faute si, dans notre milieu social, elle sépare l'ouvrier de ses vivres."**

(Karl Marx, "Le capital", livre I, tome II, p.122)

"En soi" veut dire: sans prendre en compte les conditions données, sans l'absurdité de l'utilisation capitaliste des machines. Toute réflexion objective montre tout de suite qu'une nouvelle machine devrait augmenter la quantité de vivres pour la société pour un travail plus facile et moins long. Toutefois, c'est exactement le contraire qui est vrai dans le capitalisme. Comme Marx le développe, il en est ainsi, que

**"la machine... moyen infaillible pour raccourcir le travail quotidien... le prolonge entre les mains des capitalistes...; triomphe de l'homme sur les forces naturelles, elle devient entre les mains capitalistes l'instrument de l'asservissement de l'homme à ces mêmes forces...; baguette magique pour augmenter la richesse du producteur, elle l'appauvrit entre les mains capitalistes"**

(Karl Marx, "Le capital", livre I, tome II, p.122)

Ce n'est donc pas l'introduction de nouvelles techniques "en soi" qui est fautive, car avec le niveau actuel des forces de production, avec une production qui serait planifiée, pas orientée vers le profit, chaque être humain pourrait travailler et être suffisamment approvisionné en vivres. Ce n'est pas la "surpopulation" virtuelle qui est fautive, car il est bien vrai que celle-ci n'est rien d'autre que le non-approvisionnement, causé par le système capitaliste, d'une partie de la population mondiale en travail et en vivres.

Au vu de la découverte d'un procédé pour extraire du gaz directement des couches de charbon par le chimiste anglais Ramsay, Lénine expliqua de manière exemplaire que:

**"Sous le capitalisme, la 'libération' du travail des millions de mineurs employés à l'extraction du charbon engendrera inévitablement un chômage massif, un accroissement énorme de la misère, une aggravation de la condition ouvrière. Quant aux bénéfices de la grande invention, ils seront empochés par les Morgan, les Rockefeller, les Riabouchinski, les Morozov, avec leur suite d'avocats, de directeurs, de professeurs et autres laquais du capital."**

Sous le socialisme, l'application du procédé Ramsay, en "libérant" le travail de millions de mineurs, etc., permettra de réduire immédiatement, et pour tous les ouvriers, la journée de travail, qui passerait de 8 heures à 7 heures, par exemple, sinon moins encore. (...)"

(Lénine, "Une grande victoire de la technique", 1913, OEuvres Tome 19, p.52)

## Les ouvrières et les ouvriers sans emploi font partie de la classe ouvrière

Les personnes privées d'emploi se recrutent dans toutes les couches de la population, en grandes parties aussi dans la classe ouvrière, dans le prolétariat urbain et campagnard. L'épine dorsale de l'approche du sujet est que la masse majoritaire des ouvrières et des ouvriers sans emploi fait partie de la classe ouvrière. Au contraire des enjolivements des propagandistes bourgeois, la situation des personnes privées d'emploi doit être prise en compte dans toute évaluation de la situation de la classe ouvrière.

**"Quand on parle de la situation matérielle de la classe ouvrière, on pense d'habitude aux ouvriers occupés, et l'on ne tient pas compte de la situation matérielle de ce qu'on appelle l'armée de réserve, l'armée des chômeurs. Une telle façon de traiter la situation matérielle de la classe ouvrière est-elle juste? Je pense que non. Si les chômeurs forment une armée de réserve, dont les membres n'ont pas de quoi vivre, sinon de la vente de leur force de travail, les chômeurs doivent forcément faire partie de la classe ouvrière; mais alors leur situation misérable ne peut qu'influer sur la situation matérielle des ouvriers occupés. Je pense donc qu'en définissant la situation de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, il faudrait tenir compte aussi de la situation de l'armée de réserve des sans-travail."**  
(Staline, "Problèmes économiques du socialisme en URSS", 1952, Editions en langues étrangères, Pékin 1974, p.45)

La compréhension des ouvrières et des ouvriers sans travail comme faisant partie de la classe ouvrière concerne aussi la question de la manière communiste de s'organiser. La cellule est l'organisation de base du parti communiste, mais, la forme décisive de la cellule, c'est la cellule d'entreprise. Car la tâche principale du parti communiste, c'est de rendre consciente et d'éduquer la classe ouvrière, ce qui peut se faire le mieux là où il y a une concentration des ouvrières les plus avancées et des ouvriers les plus avancés - surtout dans les grandes entreprises du capital. En ce sens, le "chaque entreprise doit être notre place-forte" de Lénine est valable. Mais comme le parti communiste doit tout autant avoir ses unités de base au sein des ouvrières et des ouvriers sans emploi, des cellules de rue et de pâté de maisons sont inévitables, qui, elles, doivent se trouver en relation des plus étroites avec les cellules d'entreprise.

## Le chômage de masses en Allemagne

En Allemagne, selon la statistique officielle, plus de 4,8 millions d'êtres humains sont privés d'emploi. En réalité, il y en a au moins deux millions de plus, car avec ces statistiques, les chiffres sont falsifiés de façon tout à fait précise et consciente. C'est-à-dire que ne sont pas pris en compte

- Avant tout les personnes privées d'emploi depuis longtemps, qui ne reçoivent plus

d'argent de la soi-disant "assurance-chômeurs",  
- des femmes qui n'ont plus accepté de travail depuis longtemps  
- des travailleurs et les travailleuses qui sont en train de changer de formation,  
- des personnes employées temporairement à des postes-ABM,  
- des ouvriers et des ouvrières qui doivent travailler pour de courtes périodes,  
- des travailleurs et des travailleuses d'autres pays qu'on oblige, face à la montée du chômage, à retourner dans leurs pays d'origine,  
- des personnes parties très tôt à la retraite et des jeunes qui poursuivent une "formation continue" ou quelque chose du même genre après l'éducation scolaire.

Tous ces gens ne sont simplement pas comptés, pour enjoliver les rapports et pour retoucher toute l'ampleur de la paupérisation toujours plus avancée. Même le "Consensus d'experts pour l'évaluation du développement de l'ensemble de l'économie" (Sachverständigenrat zur Begutachtung der Gesamtwirtschaftlichen Entwicklung) arrive à 2 millions de personnes privées d'emploi en plus en rajoutant les postes-ABM, le travail de courte durée et les personnes non-déclarées, comme privées d'emploi, pour des raisons personnelles.

Mais il s'ajoutent à cela encore la plus grande partie des soi-disant "petits-emplois". Des estimations partent de quatre et demi jusqu'à six millions de personnes actives dans des soi-disant "jobs à 610 DM", où la tendance est à une hausse rapide. Rien que dans le commerce de détail, plus d'un demi-million d'aides travaillent sans assurance.<sup>17</sup>

Précisément, dans les parties des travailleurs et des travailleuses qui ont été expulsées du processus de la production, les traits distinctifs d'une paupérisation absolue sont particulièrement visibles justement:

Le nombre des personnes privées d'emploi pendant longtemps augmente aussi justement au sein de la jeunesse. À la fin décembre 1997, 1,54 millions d'êtres humains étaient déjà privés d'emploi depuis plus d'un an, 26% de plus qu'en décembre 1996. Un nombre toujours plus grand de personnes sont dépendantes de l'aide sociale, de l'aide au logement, etc., qui, de plus, sont constamment limitées et réduites. Le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale augmenta du double durant les quinze dernières années en Allemagne de l'ouest, jusqu'à à peu près atteindre les quatre millions. Justement, le nombre des sans abris augmente aussi chez les jeunes et les jeunes familles.

La réponse des dirigeants à cela est avant tout de nouvelles aggravations. En font partie entre autres:

- L'obligation de pointer tous les trois mois: qui ne respecte pas le délai perd son droit à une allocation chômage pour 2 ou bien 6 semaines.
- Il n'y a plus que des paiements mensuels des allocations (en fin de mois)
- Apporter la preuve que l'on "fait soi-même des efforts" dans la recherche de travail, ce dont l'agence pour l'emploi peut juger de façon largement arbitraire.

- Jusqu'à 75% des indemnités sont maintenant comptées dans les allocations chômage.
- Raccourcissement de la durée pendant laquelle on touche des allocations chômage pour les travailleurs et les travailleuses de 42 ans et plus.
- Il y a aussi des aggravations en particulier pour les femmes qui touchent une allocation-éducation à côté de l'aide-chômeurs: jusqu'à maintenant, il était possible de recevoir l'allocation-éducation comme pour une occupation à plein temps à côté de l'aide-chômeurs. Par le biais du nouveau statut en tant que "chômage partiel", les femmes dont le temps voué à l'éducation est compté comme un temps de travail recevront à présent moins d'allocations chômeurs. Elles doivent de plus faire la preuve qu'elles sont disponibles pour le marché du travail au moins pendant 15 heures par semaine.<sup>18</sup>
- Les travaux forcés prévus: ainsi, des personnes privées d'emploi doivent être employées de manière renforcée pour les vendanges, les récoltes de fruits et de légumes ainsi que dans la gastronomie. Qui refuse peut même voir son allocation-chômeur annulée - si nécessaire jusqu'à hauteur limite de douze semaines.
- D'autres restrictions des possibilités de gagner sa vie pour les ouvrières et les ouvriers d'autres pays: le nombre le plus élevé accepté d'ouvrières saisonnières et d'ouvriers saisonniers originaires d'autres pays est réduit de dix pour cent à partir de cette année.

## Le chômage - un instrument économique, politique et idéologique des impérialistes allemands

Le chômage est un moyen économique, politique et idéologique justement aussi pour la bourgeoisie allemande pour assurer et affermir son paradis d'exploiteurs.

- Il sert d'un côté de "réservoir humain", duquel des forces de travail peuvent être jetées à volonté dans tel ou tel projet de production, selon les nécessités de la recherche du profit maximum, sans que la production capitaliste de plus valeur ne doivent être interrompue.
- D'un autre côté, c'est un instrument important de la dictature de la bourgeoisie, pour imposer sa politique du "diviser pour régner".

Avec l'augmentation du chômage, la bourgeoisie allemande exacerbe la concurrence entre les ouvrières et les ouvriers. Le chômage est un levier pour l'aggravation et l'intensification de l'exploitation des ouvrières et des ouvriers se trouvant encore dans la production, pour faire pression à la baisse sur les salaires par la menace du licenciement, qui, face à l'armée de personnes privées d'emploi, a un effet particulièrement grand, pour le démontage des standards de minima sociaux imposés au cours de luttes passées. Deux exemples:

Les temps d'absence dans les entreprises étant dus à la maladie ont reculé l'an dernier de plus de 10%, où il est clair qu'en réalité, l'état de santé des ouvrières et des ouvriers est certainement devenu

plus mauvais vu l'excitation exacerbée au travail.

On déclare des ouvrières et des ouvriers "indépendantes" et "indépendants", qui n'ont plus alors de couverture sociale. Des experts bourgeois estiment qu'entre-temps, en Allemagne, de un à un million et demi d'ouvrières et d'ouvriers doivent se frayer un chemin dans une insécurité sociale des plus extrêmes en tant que personnes pseudo-indépendantes.<sup>19</sup>

Dans son oeuvre "Le capital", Marx traite de ce contexte:

**"L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital."**

(Karl Marx, "Le capital", livre I, tome III., p.79)

En effet, il s'agit aujourd'hui dans le cas du chômage d'un chômage chronique, continu et restant continuellement à un niveau élevé. Celui-ci offre la possibilité aux capitalistes d'augmenter dans les plus grandes proportions l'intensité du travail, de mettre à la porte les ouvriers épuisés le travail trop fatiguant pour enrôler de nouveaux ouvriers, plus forts et plus sains. La personne qui a plus de 40 ans aujourd'hui et qui est privée d'emploi n'a pratiquement plus aucune chance dans beaucoup de branches, est évaluée comme n'étant "plus plaçable". Par cela, "l'âge de travail" et la durée de l'emploi en entreprise des travailleurs et des travailleuses s'abaissent tout à fait considérablement. Les soucis que se font les ouvrières et les ouvriers ayant un emploi au sujet du futur proche se renforcent.

La menace de licenciements en masses ou bien de licenciements partiels pour éloigner des entreprises les collègues luttant le plus est un levier important de la dictature de la bourgeoisie pour étouffer dans l'oeuf déjà les luttes au jour le jour, en particulier les grèves, contre les aggravations des conditions de vie et de travail des gens exploités.

Le chômage sert en particulier aussi à exacerber des contradictions nationales, avant tout en répandant le chauvinisme allemand, du fait qu'il est suggéré que ce ne serait pas le capital, mais les travailleurs et les travailleuses d'autres pays qui enlèveraient les places de travail aux travailleurs allemands et aux travailleuses allemandes, comme si le système capitaliste n'était pas la cause la plus profonde et la plus fondamentale du chômage.

### **Mener la lutte contre le chômage des masses, créer l'alliance des ouvrières et des ouvriers avec ou sans emploi!**

En Allemagne aussi, les bribes d'un mouvement de personnes privées d'emploi sont apparues entre-temps. Le 5 février 1998, un premier jour d'action a été mené à bien, auquel à peu près 40.000 personnes privées d'emploi ont participé dans toute l'Allemagne. D'autres actions sont censées suivre.

En tant que communistes, nous allons soutenir

autant que possible le développement d'un mouvement de personnes privées d'emploi qui serait vraiment combatif. Mais cela nécessite en particulier aussi de combattre et de démasquer toutes les forces capitulaires, dont le plus grand soucis consiste à ce que les actions des personnes privées d'emploi se déroulent "calmement et pacifiquement" et ne débordent en aucun cas du cadre de la légalité bourgeoise. Un mouvement combatif des personnes privées d'emploi ne peut se développer que dans la lutte contre le légalisme profondément ancré justement en Allemagne dans les larges masses aussi de la population laborieuse exploitée, contre les préjugés à l'égard de l'État.

Il s'agit de la même manière de démasquer les forces opportunistes qui font comme si l'espoir des personnes privées d'emploi pouvait résider dans un "changement de cap" ou bien un changement de gouvernement passant d'un gouvernement dirigé par le CDU/CSU à un gouvernement dirigé par le SPD. L'exemple de la France justement montre que le soi-disant "gouvernement de gauche" est justement aussi un gouvernement du capital. Il est au contraire nécessaire que les personnes privées d'emploi reconnaissent clairement que leurs intérêts les plus profonds sont diamétralement opposés à tous les partis y compris le PDS (parti ayant pris la suite du SED des dirigeants de la RDA, n.d.l.t.). Dans le cadre de la défense du capitalisme, et de ce fait aussi de la misère dans laquelle se trouvent les personnes privées d'emploi, le PDS ne fait qu'entrer en compétition avec les autres partis bourgeois pour ce qui est des "idées de réformes" menant semblerait-il le plus au but recherché.

Dans la lutte contre la politique réactionnaire du "diviser pour régner" que la bourgeoisie allemande tente aussi d'imposer au moyen du levier du "manque de travail", il s'agit de créer l'alliance des ouvrières et des ouvriers avec ou sans emploi. La lutte contre le chômage des masses doit être menée, sans répandre d'illusions dans le capitalisme, et doit être reliée à la lutte contre l'aggravation générale des conditions de vie et de travail. Il s'agit donc, comme Marx le constatait, d'"organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés" (Karl Marx, "Le capital", livre I, tome III., p.83).

Il est aussi important d'apprendre des riches expériences du KPD ainsi que d'autres partis communistes du temps de l'Internationale Communiste, qui durent aussi mener la lutte dans leurs propres rangs contre la sous-estimation de l'importance du mouvement des personnes privées d'emploi et qui soulignèrent des devoirs pas moins importants aujourd'hui des partis communistes.

**"de ne pas lutter en paroles, mais en actes, pour le front unitaire des chômeurs et des ouvriers employés en entreprise, sur la base de la lutte commune pour la sécurité sociale, contre le travail obligatoire, contre la détérioration de l'assurance sociale, les licenciements de masses et pour attirer les chômeurs dans le combat des grèves du prolétariat."**

(12<sup>e</sup> Plénum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, 1932, traduit par nous d'après "Die Kommunistische Internationale in Thesen, Resolutionen, Beschlüssen und Aufträgen", Tome 2, p.387)

Dans les prochaines semaines et les prochains mois, les prochains mois et les prochaines années, les prochaines années et dizaines d'années, les luttes justes quotidiennes des personnes privées d'emploi vont se diriger toujours plus contre le système capitaliste en tant que cause la plus profonde et fondamentale du chômage.

Il s'agit pour les forces communistes avant tout de démontrer toujours plus concrètement que la révolution prolétarienne est la seule voie pour sortir du chômage, et de gagner à la lutte pour le communisme les plus grandes parties possibles des ouvrières et des ouvriers sans emploi.

### **Annotations**

- 1 Frankfurter Rundschau, 10.1.1998.
- 2 Taz, 8.1.1998.
- 3 Frankfurter Rundschau, 19.1.1998.
- 4 Frankfurter Rundschau, 19.1.1998.
- 5 Jungle World 2/98, p.19
- 6 Politische Berichte 2/98, p.10.
- 7 Süddeutsche Zeitung 12.1.1998
- 8 Jungle World 2/98.
- 9 Jungle World 4/98.
- 10 Taz, 12.1.1998.
- 11 Frankfurter Rundschau, 23.1.1998.

Les soi-disant "améliorations" que le gouvernement a annoncées consistent en plus à ce que:

- Le "programme d'emploi" pour les jeunes consiste pour une grande partie carrément à ce que soient recrutés 70.000 nouveaux policiers chez ces jeunes.
- L'installation de la semaine des 35 heures à partir de l'an 2000 se fait sous une forme "flexible" qui est complètement adaptée aux intérêts de profit des capitalistes.
- Le conseil du président de fraction révisionniste Bocquet, repris par le premier ministre Jospin, qui veut donner le statut de pré-retraités aux personnes de plus de 55 ans privées d'emploi ou touchant une aide sociale si elles ont cotisé au moins 40 ans à la caisse d'assurance chômage ne touche effectivement que 22.000 personnes.
- Le "débloccage" rendu public le 4 janvier de 500 millions de francs pour soutenir des mesures de changements de formation signifie seulement que le gouvernement fait marche arrière à partir de ce moment sur un cinquième des coupes faites par le cabinet Juppé en 1996? (Jungle World, 2/98)
- 12 Taz, 5.1.1998
- 13 jw, 13.1.1998
- 14 Taz, 12.1.98, jungle world 5, 29.1.1998
- 15 "National Hebdö", 15-21.1.1998
- 16 cité d'après "Le Monde", 31.12.1997.
- 17 Voir "Der Spiegel", 39/1997, p.100
- 18 jw 3/4.1.1998 et 5.1.98
- 19 "Der Spiegel", 39/1997, p.100.

☆ ☆ ☆

Contact:

**LIBRAIRIE Georgi Dimitroff**

Koblener Str. 4, 60327 Frankfurt/M.

\*Fax: (069) 73 09 20

\*E-Mail: BuLaGDimi@aol.com

\*<http://members.aol.com/bulagdimi/gds.htm>

(Ne pas sous-estimer les services secrets de tous les pays!)

Horaires d'ouverture:

Mercredi à vendredi: 16h30 - 18h30

Samedi: 10h00 - 13h00

Fermé le lundi et le mardi